



Préfet des Yvelines

dossier n° PC 078 624 18 Z0050

date de dépôt : 23 novembre 2018

demandeur : URBA 234, représentée par
Madame ANDRIEU Stéphanie

pour : construction d'une centrale
photovoltaïque au sol et 8 postes de
transformation, d'un poste de livraison et d'un
local de maintenance

adresse terrain : lieu-dit LES GRESILLONS, à
Triel-sur-Seine (78510)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la demande de permis de construire présentée le 23 novembre 2018 par la Société URBA 234, représentée par Madame ANDRIEU Stéphanie - 75 ALL WILHELM ROENTGEN 34961 MONTPELLIER CEDEX 02 ;

Vu l'objet de la demande portant sur:

- la construction d'une centrale photovoltaïque au sol et 8 postes de transformation, d'un poste de livraison et d'un local de maintenance ;
- sur un terrain situé lieu-dit LES GRESILLONS, à Triel-sur-Seine (78510) ;
- pour une surface de plancher créée de 350 m² (locaux techniques);

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.422.2.b et c), R.422.2.b, R.102-3, R.423.57, L.424.4, L.425-14, R.111.2, R.431.16,

Vu le décret n° 2007.783 du 10 mai 2007, instituant l'opération d'intérêt national "Seine Aval" et ses périmètres juridiques ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

Vu l'enquête publique portant sur la construction d'une centrale photovoltaïque qui s'est déroulée du 5 avril 2019 au 6 mai 2019 inclus ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 27 mai 2019 ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'autorité environnementale d'Ile-de-France, en date du 2 février 2019 ;

Vu le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe transmis par le pétitionnaire le 21 février 2019,

Vu l'annexe environnementale jointe au présent arrêté, en application de l'article L. 424-4 du code de l'urbanisme ;

Vu l'attestation référencée CESIIF183039/RESIIF08929-01 en date du 21/11/2018 certifiant que le maître d'ouvrage a pris en compte les prescriptions des arrêtés préfectoraux et complémentaires du 01/12/2005, 11/07/2006, 16/11/2011, 24/07/2013, 9/04/2014 et 18/07/2018 dans la conception du projet d'aménagement objet de la demande de permis de construire sus-visée,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), en date du 5 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours, en date du 29 janvier 2019 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Unité Territoriale de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), en date du 20 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), en date du 4 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de Réseau de transport d'Electricité (RTE) en date du 20 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable du Maire en date du 13 mars 2019 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2 ainsi que celles figurant en annexe de présent arrêté et sans préjudice de l'obtention d'autorisations requises au titre d'autres réglementations, en particulier celle s'appliquant aux espèces de faune et de flore protégées.

Article 2

GPSEO :

Assainissement :

La route de Poissy, le chemin Vieux et la rue des Graviers ne sont pas desservis par un réseau public d'assainissement au droit des parcelles situées dans l'emprise du projet.

Toutefois, le pétitionnaire déclare que les installations du parc solaire, y compris les locaux techniques (postes de transformation, poste de livraison et local de maintenance), ne nécessitent aucun raccordement au réseau public d'assainissement.

Les eaux de ruissellement issues des panneaux solaires et locaux techniques seront infiltrées. Les ouvrages seront conçus de manière à ne pas engendrer de dysfonctionnement hydraulique et de risques d'érosion de la zone projet.

D'une manière générale, le pétitionnaire devra se conformer à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 instituant les servitudes d'utilité publique d'usage des sols sur le site de l'ancienne décharge.

Eau potable :

La route de Poissy est desservie par un réseau public d'eau potable de diamètre 63 mm au droit de la parcelle BH 70.

Le pétitionnaire déclare que les installations du parc solaire ne nécessitent aucun raccordement au réseau public d'eau potable.

Le réseau public est géré en délégation de service public par l'entreprise SEFO.

Défense incendie :

La communauté urbaine ne dispose d'aucune couverture de lutte contre l'incendie autour de la zone du projet. Le pétitionnaire indique que trois citernes souples d'un volume unitaire de 60 m³ seront implantées sur le site projet conformément aux prescriptions du SDIS.

Gestion des déchets en bacs :

Dans le cadre du règlement de collecte, les établissements professionnels soumis à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères souhaitant bénéficier du service public de ramassage des déchets devront présenter des bacs de collecte de déchets ménagers sur le domaine public accessible par le véhicule de collecte. La voirie devra être carrossable et supporter un véhicule de 26 tonnes.

RTE :

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions annexées au présent arrêté émises par RTE.

DRIEE :

Les principaux arrêtés relatifs aux règles de surveillance et d'aménagement sur le site de l'ancienne décharge exploitée par la société EMTA sont pris en compte. La mise en œuvre de ces mesures étant de la responsabilité d'EMTA, une coordination avec la société EMTA en phase travaux et exploitation demeurera nécessaire de manière à garantir le respect de l'ensemble des prescriptions de ces arrêtés ICPE.

Concernant le projet d'aménagement, les partis pris techniques tiennent compte des particularités et contraintes liées à l'ancienne décharge. Cependant, l'inspection relève qu'un remblaiement complémentaire est évoqué sans être localisé précisément ; il se situe a priori sur la zone de risques et restriction d'usage ZC délimitée par l'arrêté préfectoral de servitude de 2006. Un tel remblaiement n'est pas aujourd'hui autorisé par les arrêtés préfectoraux encadrant les conditions de réaménagement de l'ancienne décharge. Une demande de modification des prescriptions concernées en application de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement serait nécessaire avant la réalisation du remblaiement.

Enfin, il convient de rappeler au pétitionnaire qu'avant la réalisation de tout aménagement en zone ZC, l'étude géotechnique évoquée page 121 de l'étude d'impact devra prendre en considération l'ensemble des dispositions prévues par l'article 6 de l'arrêté du 11 juillet 2006.

SDIS

En application de l'article R.111.2 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions annexées au présent arrêté émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 3

Lorsque le projet porte sur des travaux devant faire l'objet d'une dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement, le permis ne peut pas être mis en œuvre avant la délivrance de cette dérogation.

Article 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement :

- de la Taxe d'Aménagement (part communale, départementale et régionale)
- de la Redevance d'archéologie Préventive

Fait à Versailles, le **29 MAI 2019**
Le Préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Vincent ROBERTI

**PC 07862418Z0050 déposé par la Société URBA 234
sur la commune de TRIEL-SUR-SEINE
Construction d'une centrale photovoltaïque au sol**

**ANNEXE à l'arrêté accordant le permis de construire
(Application de l'article L. 424-4 du code de l'urbanisme)**

I. Motifs ayant fondé la décision

Le projet, présenté par la société URBA 234, consiste en la construction d'une centrale photovoltaïque au sol, de huit postes de transformation, d'un poste de livraison et d'un local de maintenance sur une partie de l'ancien site d'enfouissement des déchets des Grésillons sur la commune de Triel-sur-Seine. Il occupe une surface de 19,5 ha et prévoit, à terme, 42 500 panneaux photovoltaïques.

Le développement de centrales solaires photovoltaïques, encouragé par l'État, s'inscrit dans la lutte globale contre le réchauffement climatique. Il participe de l'atteinte des objectifs fixés lors de la COP 21 qui s'est tenue en 2015 à Paris, l'objectif étant de maintenir l'augmentation de la température mondiale en deçà de 2°C d'ici 2100 par rapport aux niveaux pré-industriels et de poursuivre les efforts en vue de limiter cette augmentation à 1,5°C comme le réclamaient les pays les plus vulnérables à ce changement climatique. Les parcs photovoltaïques contribuent à la fourniture d'énergie électrique directement utilisable sans pollution, ni déchets, en utilisant l'énergie radiative du soleil, et représentent une source de diversification des approvisionnements nationaux à un coût aujourd'hui compétitif. À l'échelle régionale, leur développement répond aux objectifs du schéma régional climat, air, énergie (SRCAE) qui, en Île-de-France, prévoit d'augmenter, à l'horizon 2020, de 15 à 520 MW la production d'énergie solaire photovoltaïque.

Le projet porté par la société URBA 234 vise à contribuer à l'atteinte de ces objectifs d'intérêt général en participant au développement de la production énergétique renouvelable. Il répond, par ailleurs, à la volonté de l'État de valoriser, dans les nouveaux projets photovoltaïques, l'utilisation des terrains dégradés, tels que les sites situés en zone de danger d'un établissement SEVESO, en zone d'aléa fort ou majeur d'un plan de prévention du risque technologique (PPRT), les sites pollués, les friches industrielles (...) afin de préserver les espaces boisés et agricoles et de minimiser l'impact environnemental de ce type d'installations.

En choisissant d'implanter son projet sur le site d'une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en cours de réaménagement, le maître d'ouvrage valorise un site dégradé difficilement mutable pour d'autres projets et à faible valeur d'usage. Ce faisant, le projet répond aux exigences de l'appel d'offres lancé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) dont l'objet est d'encourager l'implantation de centrales photovoltaïques au sol, en premier lieu, sur des terrains anthropisés.

Le projet qui doit s'implanter sur le site des Grésillons présente les avantages suivants :

- il s'intègre dans un territoire à enjeux, celui de l'OIN Seine-Aval et s'inscrit dans le contexte du réaménagement global de la plaine de Triel-sur-Seine,
- il se situe sur un site pauvre et artificialisé présentant de faibles atouts paysagers et par ailleurs traversé par deux lignes HT et une ligne MT,
- il redonne un usage au site des Grésillons tout en produisant de l'énergie propre et en générant des revenus pérennes directs et indirects pour la collectivité ;
- il permet de prévenir les occupations illégales du site pouvant engendrer une dégradation des conditions de confinement de l'ISDN ainsi que contre les dépôts d'ordures ou de déchets du bâtiment tels que constatés sur certains secteurs situés à proximité,
- son implantation bénéficie d'une proximité directe avec le poste source « Nourottes » sur lequel le projet viendra se raccorder.

La centrale, qui aura une puissance nominale de 18,2 Mwc, permettra une production moyenne équivalente à la consommation annuelle de 6 835 foyers (soit 15 720 habitants).

Conformément aux dispositions des articles L.122-1-II et R.122-2 du code de l'environnement (rubrique 30), le projet a été soumis à étude d'impact et a fait l'objet d'une évaluation environnementale par la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) qui a rendu son avis le 14 mars 2019.

L'ensemble du dossier de permis de construire, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'Autorité environnementale a été soumis, en application de l'article R.123-1 du code de l'environnement, à enquête publique durant un mois et a donné lieu à un avis favorable du commissaire enquêteur dans son rapport en date du 27 mai 2019.

Considérant d'une part l'intérêt du projet à la fois en termes de production d'énergie renouvelable et de valorisation d'un foncier dégradé et d'autre part, les avis de la MRAe et du commissaire enquêteur, le préfet, en sa qualité d'autorité administrative compétente pour autoriser le projet, s'agissant d'un ouvrage de production d'énergie, se prononce favorablement sur la délivrance du permis de construire, moyennant la mise en place de mesures d'évitement, de réduction et de compensation appropriées destinées à limiter l'impact du projet sur l'environnement, telles que détaillées ci-après.

II. Mesures destinées à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement

En application de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage met en œuvre, l'ensemble des mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement, telles qu'elles sont présentées, de manière détaillée, dans l'étude d'impact jointe aux permis de construire et qui a fait l'objet d'un avis délibéré de la MRAe le 2 février 2019. **Ces prescriptions s'appliquent sans préjudice des prescriptions figurant à l'article 2 du présent arrêté et sans préjudice de celles émises au titre des arrêtés préfectoraux de suivi d'exploitation et d'occupation des sols de la décharge de déchets de la société EMTA, en charge, au moins jusqu'en 2020, du suivi post-exploitation du site.**

Afin de limiter les impacts sur l'environnement, les mesures suivantes sont prévues :

- **Impacts sur le sol, le sous-sol et les eaux superficielles:**

- ➔ **En phase travaux**

- **une étude géotechnique** de type G2 sera réalisée par un géomaticien indépendant afin de préconiser et dimensionner au mieux le système d'ancrage et de fixation des structures photovoltaïques ainsi que les travaux de terrassement pour l'implantation des locaux techniques. L'étude devra déterminer la déformabilité et la capacité résiduelle de tassement des sols sous contrainte. Elle devra prendre en compte les impératifs réglementaires liés à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 instituant des servitudes d'utilité publique (vérification de l'absence d'amiante dans le sol, biogaz et risque affaissement). Elle sera transmise pour avis conforme au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées,
- l'emprise de chantier sera définie par un bornage conformément à un Plan Général de Coordination afin de réduire toute incidence sur son environnement,
- l'accès du chantier et au site en règle générale sera interdit au public,
- le cahier des charges relatif aux normes de chantier devra être respecté,
- les opérations de maintenance et de nettoyage seront interdites sur le site,
- les véhicules lourds et légers devront justifier d'un contrôle technique récent,
- en cas déversement accidentel de carburant en dehors de la plateforme sécurisée, le chantier sera équipé d'un kit d'intervention comprenant notamment une réserve d'absorbant,

- la base vie du chantier sera pourvue d'un bloc sanitaire autonome,
- les substances non naturelles ne seront pas rejetées sans autorisation et seront retraitées par des filières appropriées conformément à la réglementation,
- la production de déchets sera limitée autant que possible à la source, notamment par l'utilisation d'éléments recyclables. Chaque entreprise intervenant sur le chantier a la responsabilité du ramassage, du tri et de l'acheminement vers les filières de valorisation et/ou de traitement des déchets qu'elle génère, y compris les déchets d'emballage,
- le chantier sera doté d'une organisation adaptée à chaque catégorie de déchets :
 - Les déblais et éventuels gravats béton non réutilisés sur le chantier seront vendus ou transférés dans le stockage d'inertes le plus proche, avec traçabilité de chaque rotation par bordereau ;
 - les métaux seront stockés dans une benne de 30 m³ clairement identifiée et transférés dans le stockage d'ultimes de la communauté urbaine, avec pesée et traçabilité de chaque rotation par bordereau ;
 - les éventuels déchets dangereux seront placés dans un fût étanche clairement identifié et stocké dans l'aire sécurisée. À la fin du chantier, ce fût sera envoyé en destruction auprès d'une installation agréée avec suivi par bordereau CERFA normalisé.

→ En phase exploitation

- toutes les opérations d'entretien normal du site et de maintenance s'effectueront sans aucun produit chimique de quelque nature que ce soit,
- les équipes d'URBASOLAR réaliseront régulièrement un suivi visuel des éventuels tassements différentiels et traces d'érosion pouvant survenir. En cas d'apparition, ces zones seront remblayées pour éviter les stagnations d'eau et leur infiltration dans le massif de déchets ainsi que la création d'ornières et pouvoir ainsi garder le fonctionnement hydraulique normal du site.

• Impacts sur la faune-flore-habitats :

Dans le cadre de la modification des conditions de post-exploitation du site par la société EMTA, une dérogation à la destruction d'espèces protégées (ADDEP) a été délivrée jusqu'au 30 décembre 2030, par arrêté préfectoral n°2014/DRIEE/015, sous réserves de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures décrites dans le dossier de demande de dérogation durant toute la phase chantier et jusqu'à la fin du suivi post-exploitation de l'ISDND. Le projet de centrale photovoltaïque s'inscrivant dans la zone de compensation prévue par l'arrêté, URBA 234 devra, en conséquence, présenter un scénario de répartition des zones concernées par les compensations prévues par l'arrêté, hors de l'emprise de la centrale photovoltaïque et s'assurer de la faisabilité de ce nouveau scénario. Ce scénario devra être approuvé dans le cadre d'un arrêté préfectoral modificatif après validation du Conseil national de protection de la nature (CNP). **La présente autorisation de construire ne pourra être mise en œuvre avant la délivrance de l'arrêté modificatif accordant la dérogation au titre de l'article 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement.**

→ En phase travaux

- les milieux de vie d'espèces protégées ou patrimoniales et les nids (Oedicnème criard, Vanneau huppé, Petit gravelot) doivent être balisés au droit des zones d'accompagnement à l'extérieur du parc photovoltaïque. Pendant les travaux de construction/démantèlement, ces zones extérieures servant de relais, ne devront pas être elles-mêmes en travaux de mars à septembre,
- les circulations à pied, en voiture ou des engins seront précisées par une cartographie, même pour des travaux débutant en septembre, pour éviter l'altération des zones actuelles de nidification à l'extérieur de la centrale photovoltaïque et dans la mesure du possible, celles internes, s'il y a lieu,

- les circulations seront définies sur la base d'un relevé par un écologue (suivi du site actuel dans le cadre de l'arrêté de dérogation d'EMTA) et d'une cartographie des zones d'évitement précises puis d'un encadrement par un écologue lors des travaux,
- les travaux pour la mise en place de clôture devront commencer en dehors des périodes de reproduction : commencer par les zones de plus fort impact au sud-ouest entre octobre et février, de même pour le montage des panneaux et les opérations à pieds dans cette zone.
- la durée des travaux devra être raccourcie au maximum pour assurer une certaine tranquillité entre mars à août période de nidification,
- les dérangements en période de reproduction des espèces seront évités,
- aucun travaux ne sera réalisé la nuit,
- les pistes à l'intérieur de la centrale photovoltaïque seront définies une fois pour toute dans les plans du PC, notamment avec le SDIS et ne pourront pas être modifiées. Par ailleurs, les pistes d'accès à la centrale sont des pistes existantes et pérennes (pour EMTA notamment dans le cadre du suivi post-exploitation), pour certaines d'un point de vue cadastral des « chemins communaux » (par ex. Chemin des graviers).
- en revanche, l'ensemble des engins et du personnel de chantier sera cantonné à l'intérieur de l'emprise stricte du parc photovoltaïque, des pistes d'accès et de la basse vie. Aucune divagation des engins et du personnel sur le reste du site ne sera autorisée,
- le couvert végétal qui sera en place au moment du début des travaux sera conservé sur la majeure partie du site (aucun travaux de décapage et de terrassement n'est prévu hormis pour la création des pistes et pour l'implantation des locaux électriques),
- l'emplacement de la base de vie sera positionné sur une zone d'intérêt moindre et sa surface sera aussi réduite que possible (< 2000 m²).
 - L'aire prévue pourra faire l'objet d'une modification de positionnement en fonction de l'intérêt écologique de la zone au moment des travaux.
 - Une prospection préliminaire sera réalisée par un écologue sur toute l'aire de travaux et des zones d'accompagnement.
- les conditions de circulation sur site seront adaptées (vitesse réduite, plan de circulation mis en place suite au passage de l'écologue,.
- pour lutter contre les espèces envahissantes, il sera procédé à l'arrachage de Seneçon du cap et les pieds de renouée du Japon seront traités avant commencement des travaux pour éviter leur dispersion sur le site,
- des passes faunes 25 x 25 cm sont implantées dans la clôture tous les 50 m,
- lors des travaux et sur la base vie, l'éclairage sera réduit,
- un corridor fonctionnel de 50 m sera préservé sur le plateau côté Triel Granulats pour le Tadome de beton,
- récupération par grattage (20 cm) des zones qui seront impactées et distribution sur les zones d'aménagement plus récent pour enrichir les banques de graine.
- débroussaillage/tonte en dehors des périodes de reproduction des espèces, soit entre octobre et février,
- végétalisation dès la fin des travaux et reconstitution d'une partie des milieux de l'ADDEP,
- les travaux commenceront en octobre,

- des plantations seront réalisées dès le début des travaux du parc photovoltaïque afin de pouvoir suivre très régulièrement la reprise des plantations. Des espèces mellifères seront implantées sur le site avec des mélanges grainiers provenant de préférence de la région Île-de-France.

→ En phase exploitation

- réalisation d'un balisage sur la base du suivi d'un écologue, y compris sur les emprises d'accompagnement pendant toute la durée de vie de la centrale soit 30 ans. Les travaux d'entretien seront un fauchage tardif mi-septembre. Les opérations de nettoyage des équipements devront se faire en dehors de la période de nidification (sauf nécessité impérative). Les nids et les milieux sensibles à l'intérieur de la centrale feront l'objet d'un balisage,
- évitement (ou réduction) pour éviter les zones de nidification actuelle,
- préservation d'un corridor fonctionnel le long de la Seine (pas d'implantation d'activité côté Seine à l'ouest du chemin des Gravieres),
- préservation d'un corridor fonctionnel de 50 m sur le plateau côté Triel Granulats, site de compensation limitrophe lié à la STEP d'Achères, à Triel Granulats et Lafarge/GMS, et favoriser la nidification du Tadorne de belon dans cette zone proche de l'étang au Moines et de l'étendue d'eau de Triel Granulats,
- préservation de la zone de biodiversité sous la ligne à haute tension,
- préservation de la zone de chasse des Chiroptères,
- maintien d'une partie de la zone sud-est non remblayée à l'extérieur de l'emprise,
- emprise de la centrale volontairement limitée à moins de 20 hectares sur les 57 hectares de l'ISDNS sans possibilité d'extension afin de préserver le corridor fonctionnel ouest de manière a minima pendant les 30 ans d'exploitation de la centrale photovoltaïque,
- absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu dans le cadre du maintien des orthoptères et les abeilles sauvages et pour préserver la vocation de zone de nourrissage et de nidification des milieux,
- aménagement de zones spécifiques dans l'emprise du parc photovoltaïque pour la nidification de l'Oedicnème criard (peu probable), du Vanneau huppé (peu probable) et du Petit Gravelot (très probable) : zones steppiques sèches avec dépressions humides,
- décalage de la zone humide à créer le long de la RD 190 dans le cadre de l'arrêté préfectoral 2014/DRIEE/015, à l'extérieur de l'emprise de la centrale photovoltaïque, au droit de la risberme basse avec création d'une zone arbustive,
- création d'un linéaire de haie au sud-ouest en doublement externe des clôtures, le long des zones de nidification actuelles de l'Oedicnème criard, Petit Gravelot et Vanneau huppé,
- ensemencement d'une prairie à fleurs sur un peu plus du tiers de la surface de la centrale photovoltaïque,
- aménagement des ponts bas pouvant servir de dépression humide.
- pour le lézard des Murailles, pierres entassées et tas de terres à disperser le long des clôtures,
- réalisation d'une clôture avec passage à faune 25 x 25 cm tous les 50 m,
- les limites du projet photovoltaïque intègrent les mesures d'évitement des zones actuelles de nidification. Les zones de nidification futures sur l'emprise photovoltaïque seront relevées lors du suivi écologique ; elles ne feront pas l'objet d'adaptation des emprises car

les emprises d'exploitation auront été figées dans le cadre de la demande de permis de construire,

- maintien d'une bande de 50 m au sud du plateau pour constitution d'un corridor le long de Triel Granulats et d'une zone ressource au sud-est,
- maintien d'une bande naturelle non remblayée le long de la RD 190 (terriers de lapin, cynoglosse et autres plantes etc.),
- maintien d'une bande naturelle non remblayée sous la ligne à haute tension, sans aucune pénétration (pas de chemin piétonnier et pas de voie d'accès pour la base vie ou autre) : zone naturelle riche, milieu ressource pour la recolonisation du site par les orthoptères,
- aucun éclairage la nuit sur la centrale photovoltaïque,
- adaptation de la clôture avec maille 25 x 25 tous les 50 m,
- sur la terrasse basse : alternance de plantation (bosquets d'arbustes et d'arbres plus ou moins denses) et zones à strates herbacées naturelles,
- Installation d'abris ou gîtes artificiels : abris pour le Lézard des murailles,
- Installation près de l'étang de nichoirs pour le Murin de Daubenton,
- maintien d'une noue en pied de pallier (continuité hydraulique),
- débroussaillage/tonte en dehors des périodes de reproduction des espèces soit à réaliser en octobre et février (pas de fauchage de mars à fin septembre) pour l'avifaune et les insectes,
- nettoyage des panneaux et autres interventions techniques dans la mesure du possible en dehors de la zone de reproduction des espèces. Information de l'écologue avant passage d'entretien du site,
- pas d'éclairage nocturne pour éviter toute perturbation des chiroptères et des lépidoptères.

• **Impacts sur le paysage et le patrimoine :**

→ **En phase travaux**

- les riverains seront informés du commencement des travaux et recevront un document explicatif. Les différentes phases de travaux et les contraintes engendrées seront présentées,
- les équipements utilisés lors des travaux seront conformes à la réglementation en vigueur et correctement entretenus,
- le nombre de véhicules lourds et légers sera limité au strict minimum, et leur vitesse de circulation sera limitée,
- un coordinateur « Sécurité et Protection de la santé » suivra le chantier. Par ailleurs, le chantier sera balisé, clôturé et interdit au public,
- une gestion environnementale du chantier sera définie avec un coordinateur environnemental et respectée par les différents prestataires réalisant le chantier,
- tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles, les objectifs de cette gestion sont de :
 - limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
 - limiter les risques sur la santé des ouvriers,
 - limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
 - limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge.

- cette gestion implique une information et une sensibilisation du démarrage à la réception des travaux. Elle s'engage entre autres sur :
 - la limitation des déchets dans les choix de conception des équipements et à travers les contrats d'URBASOLAR avec les fournisseurs,
 - les modalités de collecte des déchets : signalisation de bennes et point de stockage (bois, métaux, papier et carton, déchets industriels banals, déchets solides, liquides).
- un responsable au sein de l'équipe sera désigné au démarrage du chantier (coordinateur de travaux, chef de chantier, Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé...). Il est présent dès la préparation du chantier et assure une permanence sur le chantier, jusqu'à la livraison,
- il est en charge de diffuser l'information auprès des riverains de la zone, d'organiser l'accueil et l'information des entreprises, effectue le contrôle des engagements contenus dans le cahier des charges du plan de gestion, et réalise le suivi des filières de traitement et des quantités des déchets,
- le cahier des charges sera annexé au dossier de consultation des entreprises (DCE),
- une signalisation indiquant le chemin d'accès au chantier sera mise en place à tous les principaux carrefours. Seul le cheminement prévu sera emprunté par les camions et les engins de chantier,
- un bon état général de propreté devra être maintenu lors de la phase chantier. En outre, les zones suivantes seront définies et délimitées :
 - stationnement,
 - aires de livraison et stockage des approvisionnements,
 - aires de tri et stockage des déchets,
 - une aire sécurisée sera implantée pour assurer la manipulation des carburants et lubrifiants des engins de chantier sans risque pour le milieu naturel,
 - une aire de lavage des toupies sera disposée et équipée d'un bassin de décantation pour éviter tout impact lié aux laitances de béton,
- le nettoyage des zones de passage et de travail sera réalisé régulièrement,
- le brûlage des déchets sera interdit,
- le stationnement des véhicules du personnel de chantier s'effectuera sur des zones prévues à cet effet.

→ En phase exploitation

- l'analyse des impacts a mis en évidence la potentialité de filtrer essentiellement les vues rapprochées par un complément végétal. Tenant compte de la nature du site, les plantations ne pourront être proposées qu'en pied de la décharge sur les terrains naturels afin de ne pas porter préjudice à l'étanchéité de l'ouvrage. L'apport de terre végétale sera nécessaire tenant compte de la nature inculte des remblais de craie rapportés sur le site (cet apport est prévu dans les prestations de remblais réalisés par l'exploitant).
- afin de compléter les bandes végétales et les trames vertes en périphérie du site, des traitements végétaux périphériques venant adoucir le relief de pied de pente seront réalisés.
- les plantations préconisées sont de types indigènes feuillues sous forme de bosquets arbustifs de hauteur variable oscillant entre 2 et 5 m de haut. Les plantations adouciront ainsi les interfaces sans nécessairement masquer le projet. Les prairies spontanées feront l'objet d'une fauche tardive.
- création de haies : toute végétation introduite sur le site se devra de comporter un système racinaire superficiel afin de ne pas nuire à la conservation de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques, ainsi qu'à l'intégrité du réseau de captage du biogaz (article n° 3 de l'arrêté préfectoral n° 06-064/DDD instituant des servitudes d'utilité publique d'usages des sols sur la commune de Triel-sur-Seine, Yvelines 78) de ce fait, les plantations proposées sont composées de haie de lisière basse : plantations arbustives de 120/150 cm en racine nue à raison de 0,50 à 2 plants au ml + guide haie et protection contre les rongeurs.

- pour ce qui reste des autres installations : l'ensemble des cheminements et plateformes techniques créés sont proposés sous forme de mélange terre pierre ensemencé conservant un aspect naturel aux prairies,
- la gestion de l'entretien de la végétation se fera par fauchage mécanisé, en gestion différenciée.

III. Suivi des mesures destinées à éviter, réduire, compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine et suivi de leurs effets

Le maître d'ouvrage veille à la bonne mise en œuvre des mesures environnementales figurant à l'étude d'impact, en procédant en particulier aux mesures de suivi énumérées ci-après :

- **Sol , sous-sol et eaux superficielles:**

- vérification de la compatibilité du projet envisagé avec les résultats de l'étude géotechnique,
- un plan de circulation des engins de chantier et la délimitation des espaces à ne pas franchir seront définis avec vérification régulière de l'existence effective et appropriée de la matérialisation et du respect des prescriptions associées,
- les véhicules seront choisis si possible récents afin de réduire le risque de pollution, avec vérification des contrôles associés à l'entretien des véhicules,
- le bloc sanitaire autonome fera l'objet d'une fréquence de vidange adaptée à l'effectif du chantier, et d'un contrôle du niveau de remplissage. Un tableau de suivi des vidanges et entretien sera mis en place,
- vérification de l'absence de rejet de substances non naturelles par des mesures adaptées,
- surveillance du tri des déchets réalisé sur le site, par la mise en place d'un registre,
- vérification de l'absence de polluant dans les produits d'entretien des panneaux photovoltaïque par un contrôle des produits utilisés,
- un carnet de surveillance du site sera mis en place concernant la lutte contre l'érosion des sols.

- **Faune-flore-habitats :**

- suivi écologique et entretien des milieux pendant 30 ans soit jusqu'en 2050 à l'intérieur du parc photovoltaïque et sur toutes les zones d'accompagnements extérieures (chaque année pendant 3 ans puis à 5 ans puis tous les 5 ans jusqu'à 3 ans après le démantèlement,
- visite écologique préalable aux travaux et programmation des travaux en fonction des sensibilités rencontrées,
- suivi écologique lors des travaux y compris lors de la reconstitution des milieux,
- suivi écologique annuel en phase d'exploitation pendant 3 ans puis 1 fois l'année 5 et tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation,
- visite écologique préalable aux travaux de démantèlement,
- suivi écologique lors des travaux y compris lors de la reconstitution des milieux,
- suivi écologique annuel pendant 3 ans à l'issue du démantèlement.

Outre ces mesures, un comité de suivi pour la mise en place des prescriptions écologiques s'appliquant au projet sera institué par le maître d'ouvrage et ouvert à la participation des associations.